



#REFONDATION2022
AVEC ALEXANDRE LANGLOIS

LA FRANCE, À LA CROISÉE DES CHEMINS

Notre pays, la France, est à la croisée des chemins. Soit elle s'enfonce sans bruit dans le déclin, au point de se dissoudre, de se soumettre, de disparaître... soit elle se relève, se réinvente, se refonde.

L'épidémie de Covid 19 a mis en lumière toutes nos fragilités et nos faiblesses.

Nous sommes **dépendants des approvisionnements** pour nos biens les plus stratégiques, conséquence d'un libre échange sans limite, et de la délocalisation de notre industrie pour des objectifs financiers de court terme.

Vanté depuis 30 ans par les ministres successifs comme le meilleur au monde, **notre système de santé est en réalité exsangue**, engoncé dans une bureaucratie tatillonne et des règles budgétaires aliénantes, laissant en première ligne un corps médical dévoué combattre seul la pandémie.

Notre État centralisé, vertical, isolé, incapable de faire confiance à ses citoyens comme à ses élus locaux, est devenu le **champion des réglementations arbitraires**.

Et pourtant la Covid-19 n'est qu'**une crise parmi les diverses crises que produit notre temps**. Elle a été précédée d'une **crise financière**, d'une **crise économique**, d'une **crise sociale**, le tout sur fond de menace **terroriste...** et elle sera suivie par **une crise environnementale et climatique, face à laquelle nous serons tout aussi démunis**.

À la racine de ces maux il y a, en particulier, plusieurs décennies d'idéologie « **progressiste** » **de droite comme de gauche**. Depuis la fin de la guerre froide, nos dirigeants n'ont cessé de proclamer que l'ordre libéral incarnait le sens de l'histoire. Reposant sur l'idée que le progrès est toujours positif et qu'il faut s'adapter au changement, cette idéologie est à la base de la mondialisation effrénée et du capitalisme spéculatif, comme des politiques d'austérité.

Les dégâts de ce « **progressisme** », mélange de loi du plus fort et de bureaucratie sont **innombrables** : notre monde se détruit, nos relations se déchirent, les laissés-pour-compte et travailleurs pauvres se multiplient, la concentration de richesses atteint des sommets, nos

appartenances communes disparaissent. Lentement, la devise de la République « **Liberté, Égalité, Fraternité** » a cédé la place à « **Adaptez-vous ou Disparaissez** ».

Et nous sommes sommés de considérer qu'il n'y a pas d'alternative.

Face à l'expression de notre désarroi, de notre désir de reprendre nos vies en main au sein d'initiatives citoyennes constructives ou lors des multiples mouvements sociaux récents, la réponse de nos dirigeants a été **la condescendance et l'usage disproportionné de la force**.

Pire encore, face aux grandes peurs de notre temps des lois attentatoires aux libertés ont été peu-à-peu mises en place, menaçant les voix discordantes et **préparant des outils de contrôle puissants pour tous types de pouvoirs qui pourraient s'emparer du pays**.

Nous sommes arrivés à un point de bascule. Soit nous restons dans une approche polarisée et impuissante de la politique, **soit nous reprenons notre destin collectif en main, pour bâtir ensemble une alternative au progressisme, et nous nous relevons**.

L'histoire millénaire de notre pays nous apprend qu'il a connu successivement des heures de gloire et des effondrements. Chaque fois la France a su dans un sursaut inespéré se relever, se réinventer, le plus souvent par la mobilisation des gens ordinaires.

Aujourd'hui déjà, un peu partout en France fleurissent des idées, des associations, des entreprises d'un genre nouveau, qui résistent à leur manière au futur qu'on nous promet. Ces milliers de femmes et d'hommes libres, créatifs et généreux sont déjà au travail pour construire un monde de liens et de partage, respectueux de la Nature et des Hommes.

Demain tout est possible si, comme eux, nous faisons preuve de lucidité, de courage et de vertu. Si chacun de nous faisons appel à la meilleure partie de nous-même.

“L'AVENIR
N'EST PAS
CE QUI VA
ARRIVER
MAIS CE QUE
NOUS ALLONS
FAIRE”

Henri Bergson



SE RELEVER, ENSEMBLE

Pour se relever, nous devons nous appuyer sur les fondements de notre communauté nationale, portés par notre vision d'**une France enracinée, courageuse et généreuse**. Refonder notre pays sur les valeurs de **loyauté, liberté, responsabilité, honnêteté, entraide et fraternité**.

Notre projet est radical, il est pour une France où chaque personne, chaque territoire, pourra reprendre en main sa vie, son travail et son avenir, dans le respect de tous.

Les fondements de ce redressement collectif sont simples mais exigeants :

- **Le devoir d'engagement, de responsabilité, de sobriété** comme règle clé de la vie politique, sociale et économique.
- **La défense non négociable des biens communs** que sont la terre, l'eau, la biodiversité, la dignité des êtres humains et la non marchandisation du corps.
- **La participation réelle et permanente du peuple français** à la vie politique et économique du pays.
- La liberté d'entreprendre favorisée par **des règles nationales et internationales équitables**.
- **La préservation et la défense des relations humaines** dans notre cité, nos cercles familiaux ou amicaux, notre communauté nationale.

Autour de ces nouvelles bases, nous souhaitons rassembler des hommes et des femmes conscients que le temps n'est plus à la réparation mais à la refondation. Inspiré par *Le Pouvoir des sans-pouvoir* qui a porté quelques années plus tard Vaclav Havel à la tête du Forum Civique, et par le syndicat Solidarnosc déclencheur d'un mouvement plus grand que lui, **ce projet politique est proposé à tous ceux qui veulent bâtir, d'où qu'ils viennent et sans violence, une alternative à la fois radicale et réaliste**.

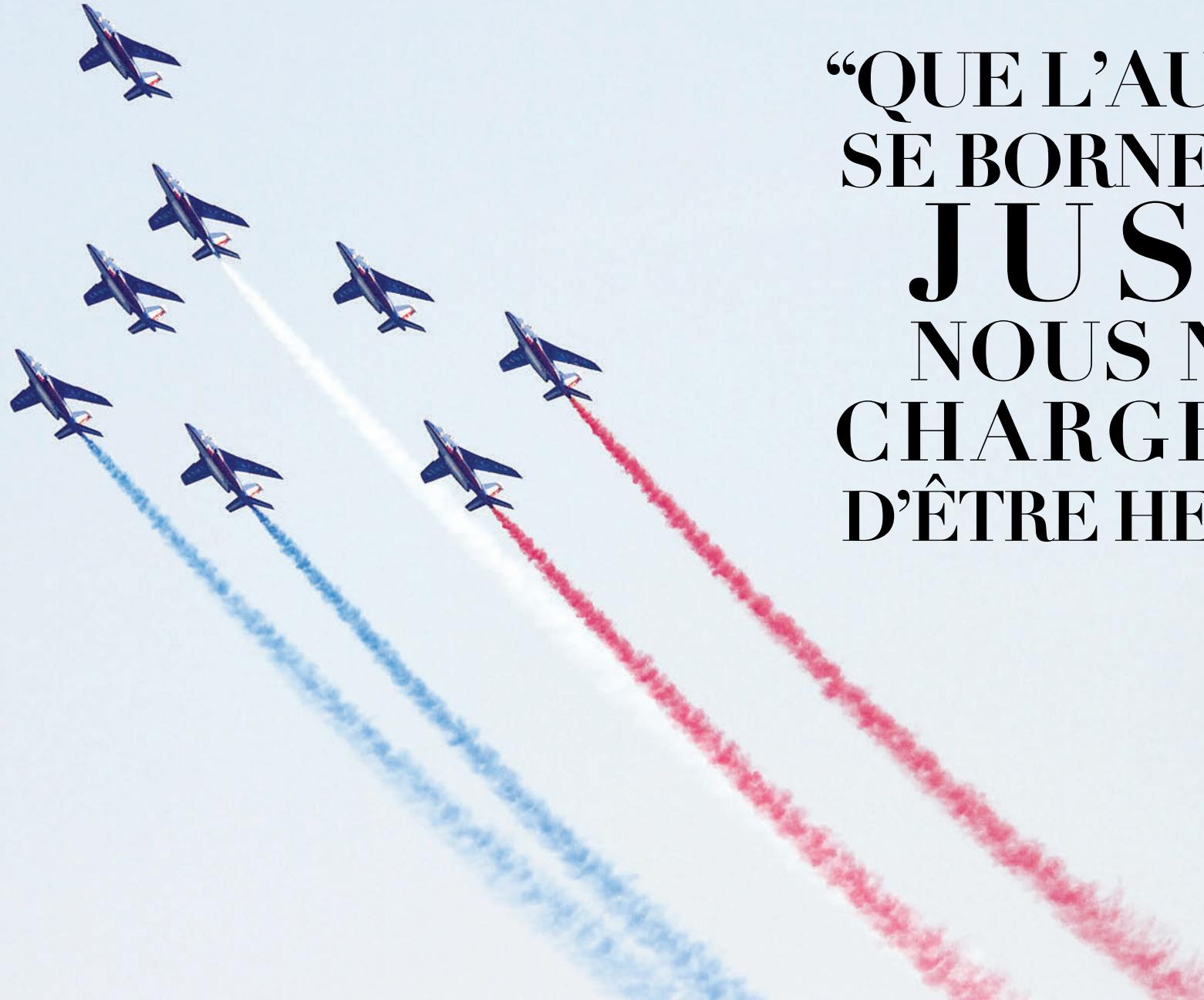
Le Covid-19 nous a rappelé ce qui était essentiel : **la vie, la santé, la liberté et les relations humaines**. **Et nous sommes nombreux à nous retrouver sur cet essentiel, qu'importe nos classes sociales, identités et communautés diverses**. Refusant la polarisation artificielle du débat d'idées, ne cédant pas à la simple désignation de coupables à nos difficultés systémiques, **une alliance peut mobiliser des personnes de toutes sensibilités autour du désir de construire une société du lien et du partage**.

Nous souhaitons rassembler les Français sur la base de principes concrets :

- Restaurer un Service Public d'intérêt général.
- Appliquer réellement les lois existantes, pour une société plus juste et plus sûre.
- Favoriser une économie puissante et relocalisée, grâce à des règles du jeu équitables.
- Partager le pouvoir avec le peuple français, dans les institutions comme les entreprises.
- Lutter contre la misère et prendre soin les uns des autres, maintenant.
- Au seul service de la Vie, de la Nature et de l'Homme.

C'est maintenant, dès 2022, qu'il faut montrer qu'une alternative politique est possible.

Pour parvenir à imposer dans le paysage politique contemporain cette alternative soyons nombreux, divers et unis. **C'est pourquoi nous adressons aujourd'hui un appel à toutes les personnes, groupes ou mouvements qui se reconnaissent dans ces valeurs et cette volonté résolue, afin de construire ensemble cette alternative**.



“QUE L'AUTORITÉ
SE BORNE À ÊTRE
JUSTE
NOUS NOUS
CHARGERONS
D'ÊTRE HEUREUX.”

Benjamin Constant

NOS PRIORITÉS

RESTAURER UN SERVICE PUBLIC D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Les réformes successives du service public et les privatisations ont réduit l'efficacité sans réduire les coûts. **Nous ne proposons pas "plus" ou "moins" de fonctionnaires, mais un allègement bureaucratique et une redirection des ressources vers le terrain** : pour des maternités proches, des lits d'hôpitaux, des écoles de qualité, de l'eau et de l'air pur.... Et ce, sans distinction entre Paris, les périphéries, les régions **ou les territoires d'Outre-mers** où l'État n'assure parfois plus ni l'accès à l'eau potable ni la sécurité des frontières.

L'intérêt général c'est aussi **redonner des moyens et du pouvoir aux mairies et aux communes** pour que les décisions soient prises au bon échelon de compétence et d'impact. Concernant la police, il faut passer **d'une politique du chiffre à une politique du résultat** pour que la France cesse d'être un pays où les cambriolages sont requalifiés en "dégradations" et où les viols sont correctionnalisés. Il existe par ailleurs, de l'islamisme à l'égalité homme-femme, un arsenal de lois de qualité qui ne sont jamais appliquées. **Nous ne voulons pas inventer de nouvelles lois, mais assurer la sécurité de nos concitoyens en appliquant les lois existantes, et rendre de la justice avec un parquet indépendant et les moyens d'agir.**

UNE ÉCONOMIE PUISSANTE ET RELOCALISÉE, GRÂCE À DES RÈGLES DU JEU ÉQUITABLES

Pour avoir les moyens économiques et techniques de décider de notre destin collectif nous devons urgentement **relocaliser en France les industries et savoir-faire** qui font la richesse d'un pays, **réinvestir dans la recherche** pour endiguer la fuite des talents, **baisser la pression fiscale sur les PME** pour encourager la création d'emploi sur tout le territoire, **tout en s'assurant que les grandes entreprises qui profitent des infrastructures et marchés français paient leur part.**

Enfin nous souhaitons négocier avec nos partenaires internationaux **l'instauration d'un "contrat mondial"** permettant de tirer l'ensemble des pays vers un "mieux" plutôt qu'un "moins-disant" social et environnemental.

PARTAGER LE POUVOIR AVEC LES FRANÇAIS, DANS LES INSTITUTIONS ET ENTREPRISES

Afin de déconcentrer le pouvoir et faire vivre la démocratie avec l'implication de tous, nous proposons le **contrôle des institutions par les Français** au sein de comités décisionnels citoyens et des **votations directes** régulières. Nous souhaitons instaurer une réelle politique de sobriété

financière qui passe par la transparence sur **les dépenses publiques** et reprendre avec les citoyens l'ensemble des rapports de la **Cour des Comptes** pour en tirer des actions concrètes. La démocratie ne doit pas s'arrêter aux portes des entreprises : nous souhaitons **faire entrer les salariés dans les conseils d'administration** selon le principe de la co-détermination.

LUTTER CONTRE LA MISÈRE ET PRENDRE SOIN DES UNS DES AUTRES, MAINTENANT !

En France, 6^e puissance mondiale, dès 2018 une personne sur cinq n'avait pas les moyens de faire trois repas par jour (source Ipsos). De cette réalité est né notre engagement. Négocions un **partage des bénéfices plus juste** au sein des grandes entreprises, **interdisons l'ubérisation**, déployons les **territoires zéro chômeurs, augmentons les allocations adultes handicapés, minimum vieillesse**, adoptons l'approche du "**un toit d'abord**" pour sortir les personnes de la rue. Nous savons aussi l'impact du confinement sur nos compatriotes, en particuliers sur les enfants... C'est notre devoir de **renforcer la prise en charge de la santé mentale pédiatrique, donner plus de pouvoir aux Défenseur des droits** et autres institutions de défense et protection des citoyens et des enfants.

AU SEUL SERVICE DE LA VIE, DE LA NATURE ET DE L'HOMME.

Une société civilisée devrait tout mettre en oeuvre pour la survie et l'épanouissement de ses enfants. A nous de prouver, collectivement, que nous entrons dans un âge où cet enjeu prend le pas sur nos appétits individuels de court-terme. Pour nous, cela passe par une écologie qui considère **qu'il faut protéger la Terre et la vie qu'elle abrite, humains compris**. Nous voulons **prendre en compte les impacts sociaux et environnementaux de toutes les politiques publiques**, et investir dans les organes d'états en première ligne sur le social comme sur l'environnement (offices nationaux des forêts, de la biodiversité, de l'eau et des milieux aquatiques, pompiers etc.), **remettre l'éthique dans la bioéthique, relancer les travaux de recherche sur le recyclage des déchets nucléaires**, et reprendre en main la maintenance des centrales. Lançons nous collectivement dans l'**innovation lowtech, la permaculture, les ressourceries...** Encourageons le **repeuplement des campagnes** où la France a besoin des agriculteurs et citoyens de demain. Instaurons **un service civique obligatoire d'un an** où chacun pourra remplir des missions dans des associations de protection de la nature ou d'aide à la personne.



“ON NE RÉSOUT
PAS UN PROBLÈME
AVEC LES MODES
DE PENSÉE QUI
L'ONT ENGENDRÉ.”

Albert Einstein

ALEXANDRE LANGLOIS, PROTÉGER ET SERVIR

Né en novembre 1982, marié et père de deux enfants, Alexandre Langlois est un gardien de la paix et lanceur d'alerte français.

Ainé d'une fratrie de quatre, il grandit à côté de Nantes d'où ses parents sont originaires. En 1993 sa famille s'installe en région parisienne et Alexandre Langlois poursuit sa scolarité dans les Yvelines où il se passionne pour l'histoire, rencontre sa femme et se forge des amitiés fortes et durables.

Licencié en droit et sciences politiques, Alexandre réussit le concours de la police nationale en 2005. Il s'y engage afin de « protéger les plus faibles et permettre aux gens de vivre avec le plus de liberté possible, sans nuire à leurs voisins ». Affecté rapidement au renseignement territorial (ex RG), il est plongé au cœur des réalités sécuritaires et sociales du pays.

Confronté aux dysfonctionnements de l'institution et révolté par des faits de corruption, il décide de rejoindre un syndicat. En février 2015 il devient secrétaire général de VIGI - Ministère de l'Intérieur. Cet engagement lui permet de dénoncer les drames qui traversent la police, en particulier les suicides policiers, et la politique du chiffre qui dégrade la qualité et le sens de la mission... Sous son impulsion VIGI se porte partie civile dans de nombreuses affaires sensibles pour la police car, pour ce lecteur d'Aristote, la "cité" ne peut perdurer sans justice et sans recherche du bien. Alexandre Langlois se porte d'ailleurs candidat aux législatives de 2017 afin de "refonder la politique de sûreté publique".

Tout en conservant ses missions de terrain dans les Yvelines, Alexandre Langlois et sa femme Suzanne décident en 2017 de s'installer dans le Morbihan, pour permettre à leurs enfants de grandir dans un environnement plus naturel et convivial. Pour Suzanne Langlois c'est aussi une chance d'agrandir sa ferme équestre. Elle y développe la complicité entre enfant et animal dans un lieu d'éveil et de respect mutuel. Alexandre Langlois y trouve de son côté un terrain propice pour s'entraîner au trail.

Fin 2018, après avoir exposé les techniques disproportionnées de maintien de l'ordre pendant les manifestations des gilets jaunes, et s'être porté partie civile dans une procédure à l'encontre d'Alexandre Benalla (usurpation de fonction et de signe réservé à l'autorité publique), les prises de position d'Alexandre Langlois commencent à être connues du grand public. Il subit alors deux conseils de discipline, en février 2019 puis janvier 2021, pour avoir dénoncé les suicides records et les harclements couverts par le directeur de la police. Il fédère derrière lui l'ensemble des syndicats de police qui, malgré leurs divergences profondes, refusent tous de prononcer une sanction contre lui. La décision revient alors aux ministres de l'Intérieur successifs, et malgré d'excellents états de service, il est suspendu par M. Castaner en 2019 puis révoqué par M. Darmanin en 2021. La Justice suspend rapidement cette révocation car il existe « un doute sérieux quant à la légalité de la sanction (...) disproportionnée par rapport aux faits reprochés ».

Dès 2019 Alexandre Langlois publie son premier livre, *L'ennemi de l'intérieur*, où il relate avec précision les manquements de l'institution avec la volonté de « lancer une réflexion sur une vraie réforme de la police ».

En novembre 2020, en plein débat sur la loi de sécurité globale, considérant que « les missions de la police ont basculé sur un contrôle social au détriment du respect du code pénal », Alexandre Langlois annonce sa volonté de quitter la police nationale.

Dans sa demande de rupture conventionnelle il déclare : « Je quitte la police nationale pour les mêmes raisons que j'y suis entré : la défense des libertés individuelles et de l'intérêt général. » Il fait partie des centaines de policiers démissionnaires en attente d'une réponse du ministère. En janvier 2021 il défend l'idée d'un IGPN Citoyen, organe de contrôle composé de citoyens et de professionnels inspiré du fonctionnement des cours d'assises et des bonnes pratiques de nos partenaires européens.

Aujourd'hui, sa candidature à l'élection présidentielle de 2022 est le prolongement de sa mission de gardien de la paix, dont la devise est : « protéger et servir ».

2022, UN PRÉSIDENT CITOYEN

Les représentants que nous élirons pour mettre en oeuvre ces propositions devront incarner ce désir de **transparence** et de **sobriété** de l'Etat, cette volonté de **partager leur propre pouvoir** avec les citoyens, ce **courage** du bras de fer probable avec les dirigeants politiques et économiques français, européens et internationaux pour **défendre la vie contre l'avidité**.

Cet horizon n'est pas utopique, mais il représente un tel changement de mode de pensée qu'il ne peut être incarné par les figures politiques aux responsabilités depuis des années.

Se relever, cela signifie aussi changer les Hommes.

Nous avons besoin aujourd'hui de représentants prêts à s'engager pour mettre leur talent et leur cœur au service du pays, prêt à prendre le pouvoir pour le transformer au service du bien commun, **sans contrepartie sinon l'espoir d'ouvrir un horizon d'espérance aux prochaines générations**.

Des représentants qui souhaitent refonder les institutions pour **donner le cadre d'une société juste**. Qui une fois ce cadre posé peuvent, sans angélisme, refaire confiance au "demos", le peuple citoyen, au lieu de le craindre et de le contrôler. Qui vont même **s'appuyer sur toute la diversité et la créativité de nos concitoyens pour trouver ensemble des solutions** aux problèmes inédits auxquels nous faisons face chaque jour.

Des représentants **qui aiment l'esprit français**, se reconnaissent dans l'histoire de la France et sa culture, et s'appuient sur tout ce qui nous lie à nos voisins et partenaires pour développer des coopérations puissantes et enrichissantes, plutôt que des rapports de soumission ou de dilution. Des représentants enfin qui, parce qu'ils aiment leur pays et leur compatriotes sauront anticiper les conflits éventuels dans cette période de réarmement massif du monde, et auront le **courage de prendre les décisions qui s'imposent** pour défendre les intérêts du pays le cas échéant.

Alexandre Langlois est l'un d'eux.

C'est un homme intègre qui s'est engagé dans la police pour "**protéger et servir**". C'est un lanceur d'alerte qui a prouvé **son courage, son incorruptibilité et un sens rare du Bien Commun** dans les bras de fer successifs avec son ministère de tutelle afin de défendre ses pairs et ses concitoyens. C'est enfin quelqu'un pour qui **la parole donnée** a une valeur infinie, et qui **a toujours assumé les conséquences de ses actions**.

Fervent défenseur de la liberté et de la justice, pour lui **l'encadrement et le partage du pouvoir, l'égalité de tous devant la loi, et la continuité du territoire** sont des principes indispensables au bon fonctionnement d'une démocratie.

Naturellement fédérateur, et **convaincu de la force de l'intelligence collective**, il construit avec tous ceux qui le souhaitent, simples citoyens ou experts qui n'ont pas abandonné leur idéal, une autre vision politique du monde : **pour la personne mais contre l'individualisme, pour la liberté mais contre la prédatation, pour l'autonomie de chacun mais contre l'abandon par l'Etat de ses fonctions régaliennes et de son service de santé et d'éducation pour le bien commun...**

Avec lui, tous ensemble, en ayant foi dans nos concitoyens, en construisant notre avenir avec énergie, avec des règles du jeu plus justes, fermes et respectées par chacun, nous nous relèverons.

REJOIGNEZ NOUS

CONTACT@REFONDATION2022.FR

#REFONDATION2022
AVEC ALEXANDRE LANGLOIS